

RAPPORT ANNUEL 2021



Santé publique Suisse est l'organisation indépendante nationale qui défend le point de vue de la santé publique. Elle est le réseau inter-thématique et interdisciplinaire national pour les professionnels de la santé publique, elle vise à créer des conditions cadres optimales pour la santé de la population et offre son expertise aux décideurs.

Impressum

Éditrice

Santé publique Suisse, Berne

Date de parution

Novembre 2022

Responsable

Corina Wirth, directrice



PUBLIC HEALTH SCHWEIZ
SANTÉ PUBLIQUE SUISSE
SALUTE PUBBLICA SVIZZERA

The Swiss Society for Public Health

Dufourstrasse 30, CH-3005 Berne

www.public-health.ch

Auteurs et auteures

Verena Biehl, Arnaud Chiolero, Daniel Frey, Verena Hoberg, Nicola Imseng, Vasileios Nittas, Sabine Rohrmann, Wim Nieuwenboom, Felix Wettstein, Corina Wirth, Kaspar Wyss, Stefanie Zehnder, Ursula Zybach

Mise en page

Evelyn Müller Grafikdesign, Mühlethal

ÉDITORIAL 2021	4
1 ACTIVITÉS	
1.1 CONFÉRENCE SUISSE DE SANTÉ PUBLIQUE 2021	6
«Covid-19 und die Bewältigung von Pandemien durch die öffentliche Gesundheit»	6
1.2 CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA DÉMENCE 2021	7
«Demenzprävention: Möglichkeiten und Grenzen»	7
1.3 AUTRES MANIFESTATIONS	7
Série Covid-19	7
Webinaire « Que fait le Covid-19 avec les élèves et de quel soutien ont-ils besoin ? »	8
Webinaire « Lost – L'influence de la pandémie de coronavirus sur les jeunes et mesures de soutien possibles »	8
Webinaires « La science crée des opportunités : la santé des individus et des organisations durant la pandémie de coronavirus »	8
Atelier « Alimentation durable et équilibrée à l'avenir : comment mettre en œuvre les recommandations scientifiques ? »	9
Swiss Hepatitis Symposium 2021 : « Late Presenters with Viral Hepatitis »	10
Symposium « DEP : un premier bilan »	10
1.4 POSITIONS	11
Prise de position	11
Informations aux médias	11
1.5 ACTIVITÉS DES GROUPES SPÉCIALISÉS	11
Groupe spécialisé Nutrition	11
Groupe spécialisé Promotion de la santé	11
Groupe spécialisé Santé mentale	12
Groupe spécialisé Public Health Surveillance & Monitoring	12
Groupe spécialisé Global Health	12
Groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents	12
Groupe spécialisé Technologies for Public Health	12
1.6 AUTRES ACTIVITÉS ET ENGAGEMENTS	13
Lettre ouverte	13
Manifestation pour les parlementaires : « Santé psychique : les jeunes et le Covid-19 »	13
Affiliations	13
1.7 ALLIANCE ALIMENTATION ET SANTÉ	13
1.8 ALLIANCE ACTIVITÉ PHYSIQUE, SPORT ET SANTÉ	14
1.9 PLATEFORME POUR LA PRÉVENTION DE LA GRIPPE	14
1.10 ALLIANCE POUR LA SANTÉ EN SUISSE	15
1.11 INTERGROUPE PARLEMENTAIRE ET COORDINATION POLITIQUE MNT	15
2 À PROPOS DE SANTÉ PUBLIQUE SUISSE	
2.1 L'ASSOCIATION	16
2.2 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRES	16
2.3 LE CONSEIL D'EXPERTS	16
2.4 LE COMITÉ	18
2.5 LE SECRÉTARIAT	18
3 FINANCES	
3.1 COMPTE DE RÉSULTAT	19
3.2 BILAN	20
3.3 RAPPORT DE RÉVISION	21

ÉDITORIAL 2021

La pandémie a marqué de son empreinte l'année sous revue également. Santé publique Suisse a continué d'assurer un suivi technique en la matière. Nos forums Covid mensuels pour homes et EMS ont éveillé l'intérêt d'un large public. Nous avons créé des offres en ligne supplémentaires pour d'autres groupes professionnels, par exemple un forum sur la gestion hospitalière ou encore des séances d'information sur la vaccination destinées aux professionnel-le-s de la santé, du domaine scolaire et de la garde d'enfants. Dans un souci de mettre en évidence toutes les conséquences de la pandémie sur la santé, un séminaire intitulé « Covid 19 : bien plus qu'un simple virus » a été organisé ; chaque mois, nous avons invité deux spécialistes pour discuter en ligne de différents aspects tels que l'inégalité sociale, le contrat intergénérationnel, le scepticisme vis-à-vis de la vaccination ou le rôle des médias. Le point culminant de l'année était la Conférence suisse de santé publique en août, également consacrée au thème du Covid-19. Organisée pour la première fois sous forme hybride, cette conférence était inspirante et passionnante – pourtant, les collègues qui l'ont suivie devant leurs écrans à la maison nous ont manqué !

Au cours de cette deuxième année de pandémie, il était frappant de constater le faible niveau de compétence en matière de santé de la population suisse, mais aussi le fait que les mesures étaient souvent prises avec un retard et qu'elles n'ont que rarement tenu compte des couches sociales. Comme l'année précédente, nous nous sommes abstenus de participer au débat public et médiatique sur le Covid-19, étant convaincus qu'un avis d'expert supplémentaire n'apporterait pas une meilleure protection contre le virus mais ne ferait qu'accroître l'insécurité. Une lettre ouverte au sujet de la santé psychique, rédigée en commun avec Pro Mente Sana et la Main tendue et discutée avec des membres du Parlement lors d'une manifestation, a constitué une exception. Nous continuerons, en coopération avec le groupe spécialisé en la matière, à nous investir pour un renforcement de la santé psychique.

Bien que la pandémie et les restrictions y relatives ont constitué un défi pour notre secrétariat, l'équipe a pu assumer pleinement ses tâches. Les offres et manifestations en ligne ont gagné en importance au cours de l'année sous revue et les divers formats que nous avons proposés ont été largement utilisés par nos membres et par d'autres spécialistes. Grâce à une planification financière prudente et une gestion consciente des moyens, nous avons réussi cette année encore à clôturer les comptes annuels avec un petit bénéfice.

En automne 2021, la présidente a annoncé sa démission pour l'assemblée générale 2022. Le poste a été mis au concours et une commission de sélection composée de Valérie Clerc, Julia Dratva, Daniel Frey et Milo Puhana a été instaurée. Après avoir mené divers entretiens, le comité était en mesure de proposer un candidat valable lors de l'assemblée en la personne de Thomas Steffen. Nous sommes convaincus que l'histoire à succès de notre organisation, fondée en 1920, se poursuivra sous sa présidence

*Ursula Zybach, Présidente
Corina Wirth, Directrice*

**Ursula Zybach,
Présidente de Santé publique Suisse**



1.1

CONFÉRENCE SUISSE DE SANTÉ PUBLIQUE 2021

« Covid-19 et la gestion des pandémies par la santé publique »

La Conférence suisse de santé publique 2021 a été organisée par Santé publique Suisse et la SSPH+ en coopération avec l'Institut de médecine sociale et préventive de Berne. La manifestation s'est déroulée les 25 et 26 août à Berne, une participation en ligne était également possible.

Le Covid-19 et les défis que la pandémie a posés à notre pays et au monde étaient le thème central de la conférence. Des expertes de Suisse et de l'étranger ont présenté les résultats de leurs recherches et les expériences faites dans la pratique et en ont discuté avec les participant-e-s.



Corina Wirth

En mars 2020, notre pays s'est retrouvé à l'arrêt. Les universités suisses ont alors rapidement coordonné leurs efforts pour collecter ensemble des données sur le Covid-19. Elles étaient confrontées à des défis considérables, car les ressources étaient insuffisantes et l'infrastructure devait d'abord être mise en place. Grâce à une approche simple et pragmatique, des hiérarchies plates et une gestion de projet et une communication professionnelles, il a été possible d'établir un système performant qui a permis de réaliser de grandes études sur le Covid-19 avec plusieurs centres en Suisse. Des informations pertinentes ont ainsi pu être mises à la disposition des autorités et du public en peu de temps.

Le travail de la Croix-Rouge démontre qu'une crise peut être atténuée par une bonne préparation. Il s'agit de créer des réseaux en temps normaux afin de pouvoir les utiliser en temps de crise : cette approche proposée par Henri Dunant a également fait ses preuves pendant la pandémie de coronavirus.

Malgré toute aide fournie, les situations de crise renforcent les inégalités sociales. En Suisse également, la pandémie a eu un impact plus important sur les personnes socio-économiquement défavorisées : dans les quartiers à faible statut socio-économique, les gens se faisaient moins souvent tester, mais la proportion de tests positifs était plus élevée, et la probabilité d'être transféré à l'hôpital ou de mourir du Covid-19 était supérieure par rapport aux quartiers à statut socio-économique élevé. Les personnes défavorisées sur le plan socio-économique avaient en outre moins accès aux vaccins et étaient plus susceptibles de subir des pertes de revenus dues à la pandémie. Les répercussions de ce dernier aspect étaient illustrées par les queues que formaient les gens pour obtenir des colis alimentaires à Genève. Par peur de devoir quitter la Suisse, les étrangères et les étrangers hésitent souvent à faire appel à l'aide sociale.

La pandémie de coronavirus agit comme un amplificateur des inégalités sociales préexistantes, ce qui influe de manière négative sur la santé des personnes concernées. Le cercle vicieux entre inégalité sociale et santé se trouve ainsi accentué. Un accès à bas seuil aux offres et aux informations pour tous les groupes de population est très important, mais il faut aussi faire plus de recherche : la collaboration entre l'épidémiologie et la sociologie doit être renforcée.

Au niveau de l'État, les mesures de soutien à l'économie sont difficiles à mettre en place, vu que de nombreux facteurs interagissent de manière complexe. Une comparaison entre différents pays a montré qu'un soutien financier élevé de la part de l'État n'a pas suffi dans tous les cas pour éviter une baisse du PIB. De même, le nombre de décès n'était pas toujours directement proportionnel aux mesures prises.

Dans l'ensemble, le coronavirus a entraîné des dommages économiques dans tous les pays. Les coûts sont difficiles à estimer. Comme il est impossible de comparer un monde avec mesures à un monde sans mesures, on a souvent recours à une comparaison entre la situation durant la pandémie et celle d'avant. Par ailleurs, certaines pertes économiques ont été causées par un changement de comportement individuel et pas seulement par les mesures imposées par l'État. Et il faut également tenir compte du facteur temps : les décisions politiques ne produisent souvent leurs effets que des semaines ou des mois plus tard. Somme toute, on peut constater que l'économie a fait preuve d'une grande capacité d'adaptation.

1.2

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA DÉMENCE 2021

« Prévention de la démence : possibilités et limites »

Le 29 avril 2021 s'est déroulée la première conférence nationale sur la démence, organisé par Santé publique Suisse et Alzheimer Suisse. On estime que le nombre de personnes atteintes de démence en Suisse va doubler d'ici 2050. Certes, l'incidence diminue : la probabilité d'être atteint de démence à l'âge de 80 ans est aujourd'hui plus faible qu'il y a 40 ans. Mais en raison du vieillissement de la population le nombre de personnes touchées continuera à augmenter.

La démence est un défi majeur pour les malades, leurs proches et le système de santé. Jusqu'à présent, il n'existe aucune possibilité de guérir une démence. La conférence s'est donc concentrée sur la prévention et a montré ses possibilités et ses limites. Différents aspects de la prévention primaire, secondaire et tertiaire ont été abordés.

De nombreux facteurs de risque de démence ont été identifiés, dont le surpoids et l'hypertension. La prévention primordiale est la stratégie la plus prometteuse. Elle vise à prévenir l'apparition de ces

facteurs de risque. Cela implique par exemple une activité physique régulière, de rester en forme intellectuellement et de ne pas fumer.

Des traitements non médicamenteux ont également été présentés, et notamment l'approche psychosociale. Les troubles du sommeil vont souvent de pair avec une diminution de la qualité de vie. Ils peuvent apparaître non seulement à un stade avancé de la maladie d'Alzheimer, mais aussi à un stade précoce, avant même que les patient-e-s ne présentent des troubles cognitifs. Le sommeil joue donc un rôle dans la pathogenèse de la maladie d'Alzheimer.

Dans l'ensemble, la conférence a mis en évidence que lors du traitement des personnes atteintes de démence il faut prendre en compte la personne dans sa globalité, son histoire individuelle et son identité.

En raison du coronavirus, la conférence s'est déroulée virtuellement. Plus de 660 personnes se sont inscrites, ce qui reflète l'importance du thème et le grand intérêt qu'il suscite. La conférence sur la démence est le seul congrès au niveau national qui jette un pont entre la recherche et la pratique.

1.3

AUTRES MANIFESTATIONS

Série Covid-19

Chaque jour, nous avons appris des nouvelles sur le nombre d'infections au Covid-19, les mutations du virus, les répercussions à long terme, les décès et les mesures prises pour lutter contre le coronavirus. Pourtant, toutes ces informations ne nous ont donné qu'une idée de l'ampleur de la pandémie, car elle n'a pas seulement touché les personnes qui sont tombées malades, mais aussi tout le système de santé publique et le tissu social. Le Covid-19 est bien plus qu'une simple infection par un virus.

Le Covid-19 était certes le thème central de la Conférence suisse de santé publique 2021, mais il fallait naturellement se limiter à certains points. Nous voulions aller plus loin et aborder des aspects qui n'avaient pas trouvé leur place lors de la conférence, et donner plus d'espace au thème tout au long de l'année. C'est dans cet objectif que nous avons conçu une nouvelle forme de manifestation : nous avons mené des discussions en ligne avec deux expert-e-s sur les différents impacts de la pandémie et le rôle de la santé publique. Les entretiens

mensuels qui ont eu lieu en fin d'après-midi ont été enregistrés afin de donner au public la possibilité de les réécouter à tout moment.

Cette série de manifestations nous a permis d'aborder de multiples aspects de la crise de coronavirus relevant de la santé publique : nous avons discuté du test de résistance auquel est soumis le contrat intergénérationnel, de la signification du Covid-19 pour l'inégalité sociale en Suisse, des enseignements que nous pouvons tirer de l'évolution de la grippe espagnole, du rôle que joue la santé publique dans la gestion d'une pandémie et de la responsabilité des médias. Nous avons également jeté un regard sur l'Allemagne pour apprendre quelles mesures y ont fait leurs preuves, examiné si une « barrière de coronavirus » existe en Suisse, et cherché à comprendre les motivations des gens qui nient l'existence du coronavirus. Pour conclure, nous avons osé regarder vers l'avenir : quelles sont les leçons à tirer de la pandémie ? Est-ce qu'on peut même y trouver certains effets positifs ?

Webinaire « Que fait le Covid-19 avec les élèves et de quel soutien ont-ils besoin ? »

Les écoles et les structures d'accueil ont été particulièrement touchées par le coronavirus : elles ont dû fermer leurs portes pendant plusieurs semaines lors de la première vague au printemps 2020. Par la suite, le consensus s'est imposé de renoncer à l'enseignement en présentiel qu'en cas d'extrême urgence. Des mesures de quarantaine et la nouvelle fermeture des écoles en décembre 2021 ont pourtant empêché de nombreux enfants d'assister aux cours. Les prescriptions relatives à l'hygiène et au respect des distances ont également fortement interféré dans la vie quotidienne des enfants à l'école et pendant leurs loisirs.

De telles restrictions, qui entravent l'apprentissage et les contacts sociaux si importants, peuvent avoir de graves conséquences sur les enfants. C'est ce que montrent également les données de la Swiss Corona Stress Study et du Covid-19 Social Monitor. Les effets sur les plans psychique et social sont devenus de plus en plus visibles pendant la pandémie. À part quelques concepts de soutien isolés, il n'existait que peu d'offres d'accompagnement scolaire et extrascolaire pour les enfants ou les familles afin de pallier les problèmes.

Afin de montrer les répercussions des nombreuses mesures sur la vie des enfants, sur leur santé psychique et sociale, sur l'égalité des chances ainsi que sur le parcours de formation, le groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents a organisé un webinaire le 9 mars 2021 en collaboration avec le secrétariat de Santé publique Suisse. L'accent a été mis sur l'école obligatoire. Après la présentation de faits et d'études, la deuxième partie a permis de recueillir les préoccupations de l'environnement scolaire et de faire le tour d'exemples de bonnes pratiques en matière de soutien et d'accompagnement des élèves.

Webinaire « Lost – L'influence de la pandémie de coronavirus sur les jeunes et mesures de soutien possibles »

Le grand intérêt qu'avait suscité le webinaire sur le Covid-19 et les écoles a incité le groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents et le secrétariat à organiser le 30 mars 2021 un webinaire de suivi, consacré aux adolescent-e-s et le Covid-19. À l'instar des enfants, les adolescent-e-s n'avaient guère à craindre le coronavirus, mais ils ont été particulièrement concernés par les mesures prises. « Lost » – élu mot des jeunes de l'année 2020 en Allemagne – résume parfaitement l'état d'esprit qui régnait parmi ce groupe d'âge : les apprenti-e-s ont été absents de leur entreprise pendant des mois, les cours se sont déroulés en ligne, les rencontres avec les ami-e-s ont été rares, les activités sportives annulées. En revanche,

la consommation médiatique des jeunes a fortement augmenté. Les expert-e-s ont constaté un nombre nettement plus élevé de cas d'anxiété et de symptômes dépressifs et diverses études ont fait état d'une augmentation des problèmes psychiques parmi les jeunes.

Lors du webinaire, les effets de la pandémie et des mesures restrictives sur la santé psychique et sociale des jeunes, sur l'égalité des chances ainsi que sur le parcours de formation ont été mis en évidence. Après une première partie consacrée aux faits et aux études, les résultats ont été classés du point de vue de la pratique, les préoccupations ont été exprimées et des exemples de bonnes pratiques présentés.

Webinaires « La science crée des opportunités : la santé des individus et des organisations durant la pandémie de coronavirus »

En collaboration avec Santé publique Suisse et la Swiss School of Public Health (SSPH+), la Haute école spécialisée à distance a organisé, d'avril à juin 2021, quatre webinaires sur le thème du Covid-19. Des scientifiques ont montré aux entreprises comment elles pouvaient répondre aux enjeux posés par la pandémie.

À une époque où la plupart des citoyen-ne-s suisses pouvaient s'inscrire pour la première vaccination ou l'avaient déjà reçue, le premier webinaire était consacré aux questions relatives à la vaccination. Des explications basées sur les connaissances scientifiques actuelles ont été données sur le fonctionnement de la vaccination, la durée de la protection et l'évolution possible de la situation en Suisse. Les craintes ont également été abordées, notamment en ce qui concerne la courte durée de développement des vaccins ou les effets secondaires.

La deuxième édition s'est penchée sur la question des données, une préoccupation majeure également pour Santé publique Suisse : en l'absence de données sûres, la science et la politique ne sont pas en mesure de faire des pronostics pertinents sur la propagation du coronavirus. Mais les données seules ne suffisent pas. Pour tirer les bonnes conclusions et prendre les mesures appropriées pour endiguer la pandémie, il faut une vue d'ensemble.

Les conséquences psychologiques de la pandémie étaient au centre du troisième webinaire. En effet, elle a de multiples impacts sur la santé psychique de notre société. Comment faire face aux incertitudes et aux mesures restrictives afin de ne pas subir de dommages psychiques à long terme ? Des explications ont été apportées d'une part du point de vue personnel en tant qu'employé-e d'une entreprise et d'autre part du point de vue de cadres supérieurs.

En conclusion, le thème de la résistance des entreprises a été abordé. La mise en réseau, l'ouverture, la participation et l'agilité : tels sont les

aspects essentiels qu'une entreprise devrait concevoir et mettre en place afin d'être en mesure de résister aux incertitudes et aux crises auxquelles personne n'aura été préparé.

Atelier « Alimentation durable et équilibrée à l'avenir : comment mettre en œuvre les recommandations scientifiques ? »

Le Programme national de recherche « Alimentation saine et production alimentaire durable » (PNR 69) a élaboré des bases scientifiques et des solutions de portée pratique visant à promouvoir l'alimentation comme facteur de santé publique, tout en rendant la chaîne de production alimentaire plus durable. Des projets de recherche transdisciplinaires ont abouti à de nombreuses nouvelles conclusions et recommandations.

L'atelier du 12 janvier 2021, organisé conjointement par Santé publique Suisse et le PNR 69, avait pour objectif de présenter les résultats du PNR et de les discuter avec les acteurs concernés. Comment les recommandations peuvent-elles être mises en œuvre ? Quelles sont les possibilités de les relier aux stratégies et plans d'action existants ? Quelles sont les tâches qui incombent aux offices et organisations responsables ? Y a-t-il des lacunes et dans quels domaines la politique est-elle appelée à intervenir ? En raison de la pandémie, l'atelier a eu lieu virtuellement.

Suite à un exposé introductif, les participant-e-s ont travaillé dans trois ateliers parallèles : 1) Vers une alimentation saine et durable en Suisse, 2) Incitations à un mode de vie sain : le choix d'aliments sains et 3) Impliquer les consommateurs dans l'élaboration du système alimentaire. Les résultats ont par la suite été discutés par une représentante de l'OSAV et la conseillère nationale Regula Rytz. Santé publique Suisse en a retiré de précieuses idées en vue des activités futures dans ce domaine thématique.

Le constat central était qu'il manque toujours un système d'objectifs cohérent pour le domaine politique « alimentation et agriculture ». Au contraire, il y a de nombreux conflits d'objectifs, comme par exemple dans l'agriculture et au niveau de la consommation. De tels conflits existent au sein des domaines politiques, mais aussi entre ceux-ci : une harmonisation entre les mesures prises dans les domaines de la politique agricole, de la politique environnementale, de la politique de santé et de la politique commerciale fait souvent défaut.

D'autres difficultés ont été thématiques : la mise œuvre des recommandations du PNR 69 nécessite un processus de transformation ; mais qui en est compétent ? Les responsabilités ne sont

généralement pas claires. Ces processus de transformation, par exemple la réduction de la consommation de viande, sont pourtant liés à des conséquences économiques et à des adaptations considérables (changement de valeurs, élevage) pour l'agriculture suisse, l'industrie alimentaire et les consommateurs. Une vision et une stratégie à long terme sont donc nécessaires.

Symposium « Production alimentaire et alimentation durables : des facteurs clés pour la santé publique »

Santé publique Suisse et le Programme national de recherche « Alimentation saine et production alimentaire durable » (PNR 69) ont souhaité examiner de manière approfondie les résultats des recherches et les conclusions de l'atelier du 12 janvier 2021. Il s'agissait notamment d'aborder les conflits d'objectifs constatés entre les domaines politiques et de mettre davantage l'accent sur la durabilité. Car en Suisse, le mode de vie individuel et les contraintes environnementales comptent parmi les facteurs les plus importants qui influencent la santé et l'espérance de vie. L'alimentation joue un rôle clé dans ce contexte : d'une part, une alimentation équilibrée peut prévenir ou retarder les maladies non transmissibles telles que l'obésité, le diabète et les maladies cardiovasculaires, et d'autre part, l'alimentation est le domaine de consommation et de production ayant le plus grand impact sur l'environnement – même plus que le logement et la mobilité.

Le Conseil fédéral a adopté en été 2021 la Stratégie pour le développement durable 2030 et montré ainsi comment il entend mettre en œuvre l'Agenda 2030 pour le développement durable au cours des dix prochaines années. La stratégie Santé2030 du Conseil fédéral prévoit également de promouvoir la santé grâce à un meilleur environnement. En outre, la politique agricole 22+ a été débattue en 2021. L'occasion s'est ainsi présentée d'aborder de manière globale l'orientation future d'une production alimentaire cohérente et d'examiner son impact sur la santé de la population.

Le 23 novembre 2021, Santé publique Suisse et le PNR 69 ont organisé une table ronde avec des participant-e-s de haut niveau : les directrices et directeurs des quatre offices fédéraux de la santé, de l'environnement, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires, des représentant-e-s des cantons, des scientifiques et deux conseillères nationales ont discuté et répondu aux questions. Le débat a porté sur la manière de combiner la production alimentaire durable avec une alimentation équilibrée afin de contribuer aux objectifs de développement durable 2030 et à la santé publique.

Il était surprenant de constater que les quatre offices fédéraux présents entretiennent certes de bons échanges entre eux, mais que cette manifestation de Santé publique Suisse était la première occasion à laquelle leurs directrices et directeurs se retrouvaient à quatre. Dans les offices cantonaux et fédéraux, c'est souvent un cloisonnement qui prévaut : on travaille soit par problème, soit par domaine thématique. Il faut donc encourager une réflexion globale dans le sens du système alimentaire. Tous les offices disposent de nombreuses compétences, et on peut créer une valeur ajoutée en les réunissant.

Les conflits d'objectifs ont à nouveau été abordés : les recommandations conduisent parfois à des contradictions. Ainsi, il est suggéré de manger plus de viande blanche pour des raisons de santé. Or, la volaille est souvent nourrie au soja provenant de cultures qui sont nuisibles à l'environnement. La viande de porc, en revanche, est souvent produite de manière écologique en Suisse, mais il est recommandé d'en réduire la consommation pour des raisons de santé. Les décisions politiques peuvent également susciter des contradictions : par exemple, le Parlement insiste sur les subventions pour la culture de betteraves sucrières.

Les quatre directrices et directeurs ont convenu que des efforts communs de leurs offices fédéraux seraient utiles. Comme le Parlement a suspendu l'examen de la politique agricole, il reste désormais plus de temps pour la coopération entre les domaines politiques. La pandémie a en outre mené à une sensibilisation accrue pour le thème de la durabilité et de l'alimentation.

Swiss Hepatitis Symposium 2021 : « Late Presenters with Viral Hepatitis »

Le symposium sur l'hépatite a eu lieu le 29 novembre 2021, organisé pour la troisième fois déjà par Santé publique Suisse en collaboration avec Hépatite Suisse.

Le Covid-19 a eu un impact sur tous les aspects de notre vie et, comme le montrent diverses études, a affecté les soins en matière d'hépatite en Suisse et à l'étranger. Il est toutefois important de surveiller la qualité des soins dans d'autres domaines de la santé également.

Le nombre de « late presenters » est un indicateur déjà connu dans le domaine du VIH. Il est considéré comme important pour mesurer les progrès réalisés dans la prise en charge de l'hépatite. Un groupe d'experts a élaboré une première définition consensuelle des « late presenters » atteints d'hépatite C chronique et a analysé les données de la cohorte allemande de l'hépatite C. Ces travaux ont été présentés au symposium. Une définition claire des « late presenters » est particulièrement importante en période de pandémie et aidera à surveiller les progrès de l'élimination.

Pour réussir l'élimination globale, la micro-élimination de l'hépatite virale dans les populations les plus exposées est essentielle. Des stratégies réussies de micro-élimination dans les prisons espagnoles ont été présentées, mais aussi l'exemple d'une prison en Suisse. Ces nouvelles approches pourront contribuer à surmonter les obstacles supplémentaires que pose le Covid-19 à l'élimination de l'hépatite.

Symposium « DEP : un premier bilan »

Le 10 décembre 2021, Santé publique Suisse a organisé pour la septième fois déjà un symposium consacré au dossier électronique du patient (DEP). Il s'est inscrit dans nos efforts continus d'accompagner l'introduction et le développement du DEP, de mettre en réseau les acteurs et d'apporter le point de vue de la santé publique sur des aspects importants. En raison du Covid-19, le symposium s'est déroulé en ligne.

Il est possible depuis fin 2020 d'ouvrir un DEP et son utilisation est entretemps devenu obligatoire pour les hôpitaux. Bien que le calendrier ait été retardé, plus de 1000 dossiers ont été délivrés vers la fin de l'année. Il était donc temps de tirer un premier bilan sur la base des expériences faites : quel a été le succès du DEP ?

Le DEP doit être facile d'emploi du point de vue technique, tant pour la population que pour les prestataires de services. Pour l'utiliser à profit, les professionnel-le-s de la santé doivent toutefois se sentir responsabilisés et disposer des connaissances nécessaires. De leur côté, les patient-e-s doivent pouvoir se tourner vers une personne de référence en cas d'incertitude. Nous avons donc analysé si le DEP tient ses promesses : dans quelle mesure contribue-t-il déjà à accroître l'efficacité du système de santé, à améliorer les processus de traitement, à promouvoir la compétence des patient-e-s en matière de santé et à augmenter la sécurité des patient-e-s ? Où existe-t-il un potentiel d'amélioration ?

Il est ressorti des discussions avec les expert-e-s que le DEP doit être considéré comme un élément d'un développement global : la numérisation progresse rapidement dans la société et le DEP est l'une des nombreuses possibilités numériques dans le domaine de la santé. La Suisse est connue pour son excellent système de santé. Pourtant, en comparaison avec d'autres pays, elle a profité à un moindre degré des opportunités de la numérisation dans ce domaine. Sur le « Digital Health Index » 2018 de la Fondation Bertelsmann, elle n'occupait que le 14^e rang sur 17 pour le degré de numérisation. La mise en œuvre du DEP doit être conçue comme un processus social et planifiée en conséquence. Il faut notamment impliquer non seulement les professionnel-le-s, mais aussi les citoyen-ne-s, ce qui n'a été fait que de manière marginale jusqu'à présent en Suisse.

1.4

POSITIONS

Prise de position

En 2021, Santé publique Suisse a soumis une prise de position sur la [Stratégie pour le développement durable 2030](#). Nos remerciements vont aux expert-e-s qui y ont contribué.

Informations aux médias

Santé publique Suisse a publié les [informations aux médias](#) suivantes en 2021 :

- Une année après la déclaration de la situation extraordinaire
- Conférence nationale sur la démence 2021 : « Prévention de la démence : possibilités et limites »
- Davantage de moyens financiers pour la santé psychique des adolescent-e-s et des jeunes adultes
- Des données pour la santé de demain

Ces informations ont été envoyées aux médias et diffusées sur les médias sociaux. Elles peuvent être consultées sur [le site internet de Santé publique Suisse](#).



Ursula Zybach

1.5

ACTIVITÉS DES GROUPES SPÉCIALISÉS

Groupe spécialisé Nutrition

Le groupe spécialisé Nutrition s'est réuni deux fois en 2021 et a traité notamment les thèmes suivants : la communication numérique en matière de nutrition et la consommation d'aliments ultra-transformés. Il a organisé un atelier intitulé « Covid-19 en tant que maladie transmissible dans le contexte des MNT » dans le cadre de la Conférence suisse de santé publique. En outre, il a apporté des contributions pertinentes à l'Alliance Alimentation et Santé, à l'atelier « Alimentation durable et équilibrée à l'avenir : comment mettre en œuvre les recommandations scientifiques ? » et au symposium « Production alimentaire et alimentation durables : des facteurs clés pour la santé publique » (voir sections 3.5 et 3.6).

Groupe spécialisé Promotion de la santé

Au cours du premier semestre, une enquête a été réalisée auprès des membres afin de recueillir et de hiérarchiser les activités du groupe spécialisé en vue d'une professionnalisation de

la promotion de la santé. Il en est ressorti un besoin de mener des discussions sur une compréhension commune des compétences et de la qualité en promotion de la santé, sur une formation et un perfectionnement de qualité et transparents en promotion de la santé ainsi que sur le développement des ressources dans les secteurs public et privé. Le groupe spécialisé entend promouvoir cela par le biais de publications, de rencontres d'échange et en collaboration avec d'autres groupes spécialisés de Santé publique Suisse. Un atelier intitulé « Renforcer à long terme la qualité de la promotion de la santé en Suisse », organisé dans le cadre de la Conférence suisse de santé publique, était une première occasion d'échanges.

Lors de ses autres réunions, le groupe spécialisé s'est penché sur le développement de la qualité et, dans ce contexte, le concept cadre de la promotion de la santé CompHP. Il prévoit d'organiser des interviews sur ce thème avec des membres et avec d'autres parties prenantes importantes de la promotion de la santé en Suisse.

Groupe spécialisé Santé mentale

En 2021, les activités du groupe spécialisé étaient principalement placées sous le signe de la pandémie et de ses répercussions sur la santé mentale. Cette thématique a fait l'objet de deux réunions. Le groupe a en outre organisé un atelier intitulé « Mental health and the pandemic. How does Covid-19 affect health equities and equalities ? » dans le cadre de la Conférence suisse de santé publique. Deux exposés ont été suivis d'une discussion qui a abouti à cette conclusion centrale : les groupes vulnérables doivent être définis et trouvés, et ils ont besoin d'un plus grand soutien et d'offres spécifiques.

Groupe spécialisé Public Health Surveillance & Monitoring

Le domaine de la surveillance sanitaire et du monitoring de la santé des populations est au carrefour de la santé publique appliquée, de la science de la santé de la population et de l'épidémiologie, et le groupe spécialisé a pour but de le rendre plus visible en Suisse. Le groupe spécialisé Public Health Surveillance & Monitoring fait le lien entre, d'une part, la recherche et le développement dans ce domaine et, d'autre part, la pratique et les besoins en matière de surveillance au niveau cantonal et national. En 2021, il a organisé un atelier sur les leçons à tirer de la pandémie pour la surveillance à l'occasion de la Conférence suisse de santé publique. De nombreux enjeux ont été discutés, notamment l'importance des ressources pour la gestion de crise, les compétences nécessaires pour améliorer la gestion de l'information, la gouvernance entre les cantons et la Confédération, les processus de collecte plus ou moins automatisée de données, l'infodémie, l'importance de la communication et le besoin de se baser sur un réel concept de surveillance.

Groupe spécialisé Global Health

Le groupe spécialisé a continué à s'engager pour les thèmes liés à la santé globale en Suisse. Il a participé à différents échanges de Santé publique Suisse et du Swiss Learning Health System. Lors de la Conférence suisse de santé publique, il a organisé un atelier sur l'impact de la pandémie de coronavirus sur les professionnel-le-s de la santé. Le participant-e-s ont abordé la question des charges supplémentaires auxquelles le personnel de santé, en particulier le personnel infirmier, est exposé en raison de la pandémie. L'atelier a donné un aperçu des problèmes actuels du personnel soignant et des recommandations globales pour améliorer les conditions de travail et leur protection.

Des expériences faites à Taïwan et les défis qui se présentent en Suisse concernant les conditions de travail du personnel soignant ont également été discutés.

Groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents

En collaboration avec le secrétariat, le groupe spécialisé a organisé deux webinaires sur les thèmes « École et Covid » et « Jeunesse et Covid » (voir sections 3.2 et 3.3). La thématique a également été retenue lors d'un atelier dans le cadre de la Conférence suisse de santé publique 2021.

Le groupe spécialisé continue à s'engager pour l'amélioration des bases de données sur l'enfance et l'adolescence. Le postulat du conseiller national Benjamin Roduit pour une étude de cohorte, déclenché par le manifeste « Enfants et adolescents en bonne santé », a fait bouger les choses en ce qui concerne le monitoring de la santé chez les enfants et les adolescent-e-s. À l'initiative du groupe spécialisé, un groupe de travail « Données » a été créé afin d'unir les efforts déployés depuis des années par la communauté de la santé publique. Des représentant-e-s du groupe spécialisé, du secrétariat et de la SSPH+ ont coordonné leurs activités et ont présenté leurs préoccupations communes aux services compétents de l'OFSP.

Groupe spécialisé Technologies for Public Health

Le groupe spécialisé a mené des discussions sur les activités actuelles et futures. Lors d'un atelier, les objectifs de la série de conférences lancée l'année précédente ont été concrétisés. Sur cette base, un concept a été élaboré pour l'organisation de manifestations à l'avenir.

Les progrès du projet « Health Tech Map », pour lequel un premier prototype doit être réalisé en 2022, ont également été présentés. Sous la direction de l'Alliance pour la santé en Suisse, le groupe spécialisé a en outre contribué à l'élaboration d'un document de position sur le thème de la santé numérique.

1.6

AUTRES ACTIVITÉS ET ENGAGEMENTS

Lettre ouverte

La santé psychique des adolescent-e-s et des jeunes adultes est fortement affectée par la pandémie de coronavirus : les mesures restrictives ont entraîné la solitude, le stress à l'école, la peur de l'avenir et l'insécurité sur le marché du travail et des places d'apprentissage. Selon une enquête de l'Université de Bâle, 29% des jeunes interrogés présentaient des symptômes dépressifs graves en 2021. De nombreuses mesures pourraient être mises en œuvre rapidement. Au début de la session d'été, Santé publique Suisse, la Main tendue et la fondation Pro Mente Sana ont adressé une lettre ouverte aux parlementaires et à la presse et exigé des actions immédiates.

Manifestation pour les parlementaires : « Santé psychique : les jeunes et le Covid-19 »

En collaboration avec Pro Mente Sana et la Main tendue, Santé publique Suisse a organisé le 2 juin 2021 une manifestation ayant pour objectif d'attirer l'attention des parlementaires sur les conséquences à moyen et long terme de la pandémie sur la santé psychique des jeunes. Des expert-e-s ont présenté les faits pertinents. Il s'est ensuivi une discussion avec les membres du Conseil national et du Conseil des États au cours de laquelle les revendications formulées dans la lettre ouverte ont été reprises.

Affiliations

En sa qualité de membre ou d'observateur de nombreuses autres organisations, Santé publique Suisse contribue aux échanges entre spécialistes. Elle s'engage également au sein du comité de certaines organisations : Ursula Zybach est vice-présidente de l'Alliance pour la santé en Suisse et siège aux comités de l'Association suisse pour la prévention du tabagisme (AT) et de la Société Suisse de Nutrition (SSN). Les membres du comité Sonja Kahlmeier et Daniel Frey représentent Santé publique Suisse au sein des comités de l'Alliance Activité physique, sport et santé et de la Coalition Éducation ONG. Annette Matzke défend les intérêts de Santé publique Suisse au sein du comité de l'Alliance Alimentation et santé.



Des membres de l'équipe de Santé publique Suisse

1.7

ALLIANCE ALIMENTATION ET SANTÉ

Invitée par la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-N), l'Alliance s'est prononcée début 2021 sur l'initiative parlementaire [« Réaliser un programme Jeunesse et Alimentation »](#) et a apporté son expertise. L'Alliance a en outre fourni un travail de soutien lors des interventions politiques suivantes : [« Promouvoir une alimentation saine auprès des jeunes en améliorant la coordination et la communication »](#), [« Promotion de la consommation de fruits et légumes produits localement »](#) et [« Réduire la teneur en sucre, surtout pour les enfants »](#).

L'Alliance a pris position sur le [« frein à la réglementation »](#) et la [Stratégie pour le développement durable 2030](#) et a entretenu des échanges réguliers avec d'autres parties prenantes (Confédération, industrie, société civile). Un échange particulièrement précieux a été mené avec le groupe d'accompagnement du postulat [« Orientation future de la politique agricole »](#).

Les différents groupes de travail ont été très actifs et engagés. Elles ont notamment mis à jour la fiche d'information [« L'importance de la nutrition, de l'obésité et de la prévention des maladies liées à l'alimentation dans le contexte du Covid-19 »](#) sur la base des résultats de recherches récentes, publié une fiche d'information et un document de base sur [l'impact de la consommation de sucres sur les maladies non transmissibles et les édulcorants pour remplacer le sucre](#), et remanié le document de base [« Nutri-Score »](#). Afin de mieux couvrir le thème de la durabilité, un groupe de travail Alimentation durable a été créé.

Nous remercions sincèrement tous les membres des groupes de travail qui ont œuvré pour l'Alliance Alimentation et santé et donc pour une alimentation saine et équilibrée en Suisse.

1.8

ALLIANCE ACTIVITÉ PHYSIQUE, SPORT ET SANTÉ

En 2021, l'Alliance a continué à progresser, et ce dans les trois champs d'action que sont « Politique », « Communication » et « Renforcer l'organisation ».

Les travaux entamés l'année précédente en vue de la rencontre avec la conseillère fédérale Viola Amherd se sont poursuivis en 2021. Des discussions fructueuses ont eu lieu lors des quatre réunions du comité. Ces précieux apports ainsi que les conclusions des rapports de recherche actuels seront non seulement pris en compte lors de la rencontre avec la conseillère fédérale, mais ont également permis à l'Alliance d'identifier cinq domaines d'intervention sur lesquels elle mettra l'accent thématique et dans lesquels elle souhaite agir : le sport populaire, l'éducation scolaire et préscolaire, les personnes actives, les personnes non actives et les adultes plus âgés, l'environnement favorable à

l'activité physique. Dans ce dernier domaine, l'Alliance s'est déjà engagée au cours de l'année sous revue en suivant de près les débats parlementaires concernant la loi sur les pistes cyclables et en œuvrant en faveur d'une activité physique accrue grâce à des pistes cyclables sûres et attrayantes.

Par le biais d'une newsletter, l'Alliance a régulièrement informé ses membres sur ses activités actuelles. Elle a également assuré une communication vers l'extérieur, en publiant par exemple une [information aux médias](#), en prenant position sur la [Stratégie pour un développement durable 2030](#) et en menant des échanges intenses avec différents offices fédéraux.

À la fin de l'année sous revue, l'Alliance Activité physique, sport et santé comptait 28 membres.

1.9

PLATEFORME POUR LA PRÉVENTION DE LA GRIPPE

Avec des subventions de l'OFSP, Santé publique Suisse a lancé en 2017 une plateforme afin de soutenir les organisations et institutions dans leurs activités qui s'inscrivent dans la stratégie nationale de prévention de la grippe (GRIPS) et de mettre en réseau les acteurs. La pandémie a eu pour effet que le champ d'action était élargi à certains domaines liés au contrôle des infections. Au cours de l'année sous revue, l'introduction de la vaccination contre le Covid-19 a été accompagnée de séances d'information destinées au personnel [de la santé](#) et [des écoles ainsi que des structures d'accueil extrascolaire](#). Il s'agissait de réagir au fait que les professionnel-le-s de la santé et du milieu scolaire peuvent être particulièrement exposés au coronavirus, ce qui imposerait des mesures spéciales. Ces manifestations, qui ont suscité un grand intérêt, ont permis de faire le point sur la propagation du coronavirus et sur la vaccination, et de discuter des questions en suspens.

Depuis décembre 2020, un [forum en ligne sur la prévention et la gestion du Covid-19 et de la grippe dans les EMS](#) est organisé chaque mois dans le cadre de la plateforme. Il offre au personnel des maisons de retraite et des EMS la possibilité de s'informer sur la situation actuelle et les défis spécifiques liés au Covid-19 et à la grippe saisonnière, et de partager leurs expériences. Des échanges animés se développent régulièrement. Les préoccupations actuelles des maisons de retraite et des EMS sont exprimées et l'OFSP peut s'informer de la situation dans les établissements.

Une manifestation sur la [gestion des vaccinations contre le Covid-19](#) pour les directions d'hôpitaux a été planifiée et préparée conjointement avec Swissnoso. Les participant-e-s de Suisse alémanique, de Suisse romande et du Tessin ont eu l'occasion de s'informer sur les exemples de bonnes pratiques et les recommandations correspondantes pour la promotion de la vaccination et de poser des questions à des expert-e-s. L'événement a également figuré comme coup d'envoi pour la poursuite des échanges sur la gestion de la vaccination, prévue en 2022.

Ces activités ont permis d'élargir le cercle des institutions et organisations qui s'engagent dans le cadre de la plateforme. Elle profite en outre de la crédibilité et du vaste réseau de Santé publique Suisse qui est reconnue comme un partenaire spécialisé neutre. Cet avantage s'est fait sentir en traitant les questions de vaccination notamment. Les activités liées à la pandémie de coronavirus ont déjà concerné le contrôle des maladies infectieuses et la vaccination, soit des domaines dépassant l'objectif initial de la plateforme. Le réseau, les groupes de travail mis en place et l'expérience de collaboration serviront à faire évoluer la plateforme vers une plateforme de prévention des infections aux objectifs plus larges. En été 2021, il a été décidé que Santé publique Suisse poursuivrait ces activités avec le soutien de l'OFSP.

1.10

ALLIANCE POUR LA SANTÉ EN SUISSE

Santé publique Suisse est membre fondateur de l'Alliance pour la santé en Suisse et gère son secrétariat. Ursula Zybach siège dans le comité de l'Alliance, où elle assume le rôle de vice-présidente. De par cet engagement, Santé publique Suisse peut faire valoir les pré-occupations de ses membres au niveau politique. Les objectifs communs des organisations membres de l'Alliance pour la santé en Suisse restent de valoriser encore mieux les aspects positifs de la prévention et de donner plus de poids à la promotion de la santé et à la prévention dans le discours politique en Suisse.

Voici plus de cinq ans que l'Alliance pour la santé en Suisse a lancé l'initiative populaire « Enfants sans tabac ». Au cours de l'année sous revue, elle s'est engagée avec ses membres dans la campagne de votation afin que des mesures efficaces de protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac soient enfin inscrites dans la loi suisse. Le 13 février 2022, nous avons pu célébrer la victoire : pour la première fois dans l'histoire de notre pays, une initiative populaire sur le thème de la prévention a été acceptée par le peuple et les cantons.

L'Alliance s'investit également pour accorder une plus grande importance à la prévention dans le système de santé suisse, qui est axé sur les soins curatifs. Dans le cadre de la coordination politique MNT, elle a commencé à élaborer un plan de mesures complet au cours de l'année 2021 afin de combler les lacunes en

matière de prévention. Des membres de Santé publique Suisse collaborent intensivement à ce processus et font valoir leurs pré-occupations.

Au cours de l'année sous revue, l'Alliance a adopté un document de position sur la [numérisation dans le domaine de la santé](#) qui décrit les chances et les risques de la transformation numérique pour les soins de santé et la prévention. Le document présente également des suggestions pour des mesures à prendre afin que les nouvelles technologies puissent être utilisées à bon escient pour améliorer la qualité des soins et la prévention.

Lors des trois [séances d'information en ligne](#) que l'Alliance pour la santé en Suisse a organisées en 2021, les membres de Santé publique Suisse ont eu l'occasion de s'informer, ensemble avec les parlementaires, sur les positions de l'Alliance et discuter des prochaines étapes sur le plan politique. L'Alliance a en outre participé à la [consultation sur la Stratégie pour le développement durable 2030](#) et a souligné l'importance de l'égalité des chances en matière de santé, d'un environnement favorable à la santé et d'une prévention efficace. L'association entretient des échanges étroits avec des offices fédéraux et des organisations partenaires, par exemple au sein du groupe d'échange sur la politique en matière d'alcool.

Collaboration avec le groupe spécialisé Promotion de la santé.

1.11

11 INTERGROUPE PARLEMENTAIRE ET COORDINATION POLITIQUE MNT

Une priorité de l'Alliance pour la santé en Suisse reste l'intergroupe parlementaire « Maladies non transmissibles NCD », qui a pour objectif d'ancrer durablement dans la politique suisse le thème des MNT et, par conséquent, une promotion de la santé et une prévention efficaces. En coopération avec d'autres groupements actifs dans le domaine de la santé, l'intergroupe parlementaire NCD a initié les « mercredis de la santé ». Ces manifestations, qui ont lieu le premier mercredi de chaque session, ont pour but d'éveiller l'intérêt pour une question d'actualité liée à la santé. Un mercredi de la santé MNT consacré aux lacunes du système de santé, préparé pour la session d'hiver 2021, a dû être annulé à cause de la pandémie. Les intervenant-e-s qui y devaient prendre la parole ont toutefois pu être convaincus de participer à une séance d'information à laquelle de nombreux membres de Santé publique Suisse ont également pris part. Des représentant-e-s d'associations professionnelles, de cantons et

de la recherche ainsi que des parlementaires ont discuté des lacunes dans la prévention et de la manière dont la législation peut être conçue pour promouvoir la santé en Suisse.

La coordination politique MNT a pour objectif de coordonner le travail politique de fond des deux organismes responsables de l'intergroupe parlementaire MNT, que sont l'Alliance pour la santé en Suisse et Promotion Santé Suisse, ainsi que de Santé publique Suisse. Elle offre le cadre pour les activités relatives au plan de mesures Prévention et promotion de la santé ainsi que pour certaines séances d'information.

2.1

L'ASSOCIATION

Santé publique Suisse est l'organisation indépendante nationale qui défend le point de vue de la santé publique.

Elle est le réseau inter-thématique et interdisciplinaire national pour les professionnel-le-s de la santé publique et elle vise à créer des conditions cadres optimales pour la santé de la population en Suisse. Elle offre son expertise aux décideurs.

Santé publique Suisse dispose de sept groupes spécialisés et organise chaque année la Conférence suisse de santé publique de deux jours, la Conférence nationale sur la démence d'un jour ainsi que plusieurs symposiums d'une demi-journée consacrés à des sujets d'actualité liés à la politique de la santé. Fin 2021, l'association comptait 620 membres individuels, 97 membres collectifs et 20 membres donateurs.

2.2

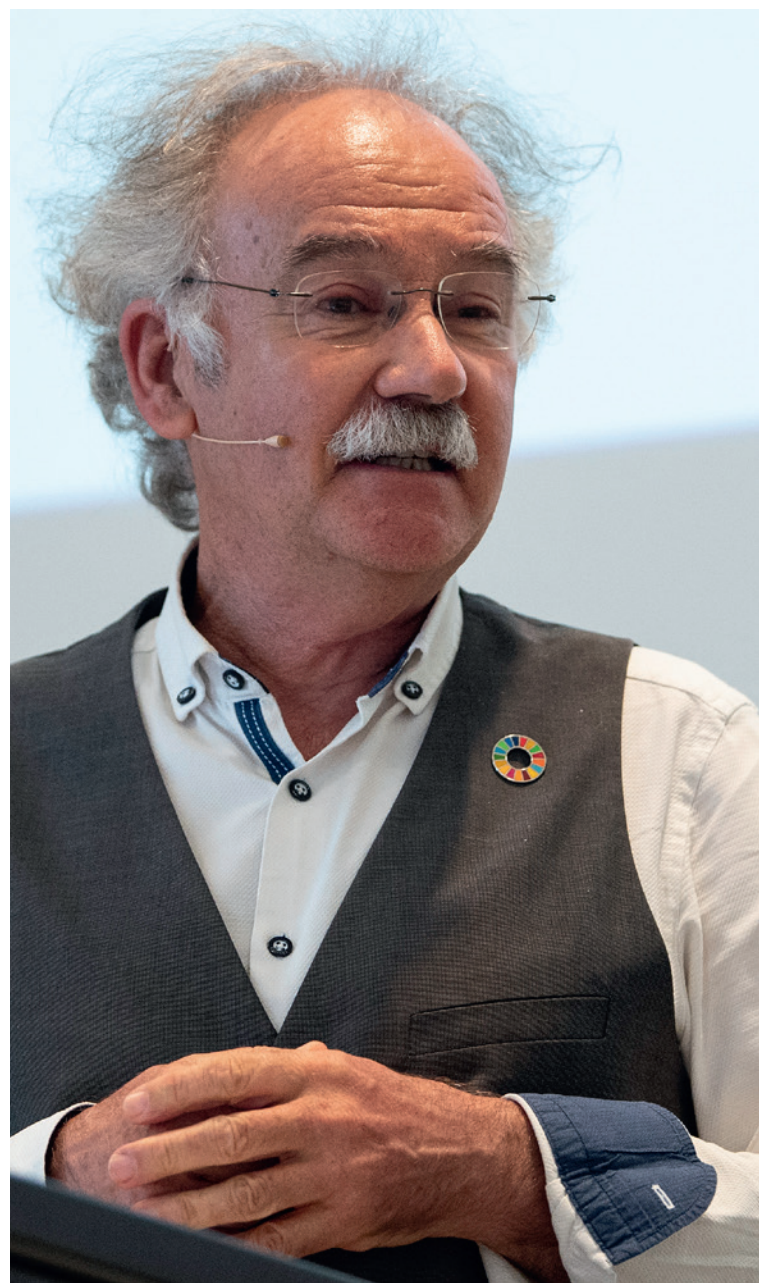
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRES

L'assemblée générale est l'organe suprême de Santé publique Suisse. Lors de l'assemblée générale ordinaire du 26 mai 2021, toutes les propositions à l'ordre du jour ont trouvé une majorité. Marcel Salathé, professeur, directeur du laboratoire d'épidémiologie numérique de l'EPFL et membre du comité de CH++, a présenté un discours d'introduction intitulé « La numérisation en Suisse : quelle suite ? ».

2.3

LE CONSEIL D'EXPERTS

Le conseil d'experts est un organe législatif de Santé publique Suisse et est responsable de l'orientation thématique à long terme de l'association. Il s'est réuni à deux reprises au cours de l'année 2021. Du point de vue du contenu, il s'est notamment penché sur les trois manifestes sur la santé psychique, sur les données et sur la santé des enfants et des adolescent-e-s : l'état de la mise en œuvre et les étapes suivantes ont fait l'objet des discussions. Le conseil d'experts a en outre abordé les possibilités d'améliorer la promotion de la santé et la prévention en Suisse.



Nino Künzli

Nom	Organisation Institution
Ursula Zybach	Présidente Santé publique Suisse
Yves O. Aeschbacher	Infirmier diplômé ES, Medical Informatics Manager, directeur healthy+ AG
Ursina Baumgartner	Rectrice Kalaidos HES
Simona Berardi Vilei	Responsable Santé publique, Société suisse des pharmaciens pharmaSuisse
Verena Biehl	Coresponsable groupe spécialisé Promotion de la santé, chargée de cours BSc Promotion de la santé et prévention, ZHAW Département Santé
Bettina Borisch	Directrice World Federation of Public Health Associations (WFPHA), professeure à l'Université de Genève
Arnaud Chiolerio	Médecin-chef de l'Observatoire valaisan de la santé, directeur suppléant de l'Institut bernois de médecine de premier recours
Julia Dratva	Directrice du centre de recherches Sciences de la santé, ZHAW Winterthur
Daniel Frey	Expert indépendant, pédiatre
Semira Maya Gonseth-Nusslé	Médecin-chef de clinique adjointe, division Maladies chroniques, Unisanté, Lausanne
Martin Hafen	Chargé de cours, Haute école de Lucerne – travail social
Sonja Kahlmeier	Responsable de la division Santé, Haute école spécialisée à distance suisse (HESD)
Roswitha Koch	Responsable Développement des soins infirmiers et International, Association suisse des infirmiers et infirmières (ASI)
Alfred Künzler	Directeur du bureau de coordination, Réseau Santé Psychique Suisse
Nino Künzli	Directeur de la division Bachelor-Master-Doctorate Swiss TPH, directeur Swiss School of Public Health (SSPH+)
Wim Nieuwenboom	Responsable du groupe spécialisé Santé mentale, Dr phil., psychologue spécialiste en psychologie de la santé FSP, chargé de cours HES du Nord-Ouest de la Suisse, Haute école de travail social
Vasileios Nittas	Collaborateur scientifique, Institut d'épidémiologie, biostatistique et prévention, Université de Zurich
Julie Page	Directrice du service Santé, Croix-Rouge suisse
Carlos Quinto	Médecin spécialiste, membre du comité central de la FMH
Miriam Rodella Sapia	Médecin spécialiste en médecine interne générale exerçant dans son propre cabinet
Sabine Rohrmann	Professeure, Institut d'épidémiologie, biostatistique et prévention, Université de Zurich
Sabine Schläppi	Directrice exécutive ChiroSuisse
Thomas Schmidlin	CFO, Zibatra Beteiligungen AG
Susanne Stronski	Codirectrice du Service de santé publique de la Ville de Berne
Thomas Vogel	Économiste de la santé, Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG)
Ralph Wettach	Dr phil., psychologue spécialiste en psychothérapie FSP et spécialiste en psychologie de l'enfance et de l'adolescence FSP, président Psychologie scolaire Suisse, directeur du service de psychologie scolaire du canton de St-Gall
Felix Wettstein	Professeur, Haute école de travail social FHNW
Kaspar Wyss	Professeur et directeur du Swiss Centre for International Health, Swiss TPH
Isabel Zihlmann	Chargée de cours, Haute école spécialisée à distance suisse, diététicienne indépendante

2.4 LE COMITÉ

Le comité est l'organe directeur de Santé publique Suisse. Il s'est réuni trois fois au cours de l'année 2021 pour discuter des affaires courantes ainsi que de la planification annuelle, des finances et des manifestations.

Nom	Fonction	Organisation Institution
Ursula Zybach	Présidente	Ingénieur en technologie alimentaire diplômé EPF, députée au Grand Conseil, vice-présidente PS canton de Berne
Daniel Frey		Dr med. FMH Pédiatrie, divers mandats
Sonja Kahlmeier		PhD, MSc ETH, responsable de la division Santé, Haute école spécialisée à distance suisse (HESD)
Nino Künzli	Ressort Science	Prof. Dr med. et PhD, directeur de la division Bachelor-Master-Doctorate, Swiss TPH, directeur Swiss School of Public Health (SSPH+)
Thomas Schmidlin	Ressort Finances	Expert diplômé en finances et controlling, CFO, Zibatra Beteiligungen AG
Isabel Zihlmann	Ressort Groupes spécialisés	Dipl. œc. troph., MPH, chargée de cours, Haute école spécialisée à distance suisse, diététicienne indépendante

2.5 LE SECRÉTARIAT

La gestion opérationnelle de Santé publique Suisse incombe au secrétariat, situé à Berne. Dirigé par Corina Wirth, il comptait sept collaboratrices et collaborateurs à la fin de l'année sous revue (4,5 équivalents temps plein).



The Swiss Society for Public Health

Corina Wirth



3.1

COMPTE DE RÉSULTAT

Compte annuel Santé publique Suisse 2021

Produits	2021 (CHF)	2020 (CHF)
Cotisations des membres	181'675	176'876
Frais de participation	130'790	16'845
Contributions de tiers et donations	441'257	348'889
Autres recettes et réductions de revenus	242	-4'214
Total	753'964	538'396
Dépenses	2021 (CHF)	2020 (CHF)
Charges pour manifestations	150'713	32'950
Charges de personnel et de service	443'052	379'909
Charges de locaux	27'772	27'135
Assurances de choses	694	771
Charges d'administration	122'790	95'730
Total	745'021	536'495
	2021 (CHF)	2020 (CHF)
Résultat opérationnel avant impôts	8'943	1'900
impôts	700	0
Résultat d'exploitation	8'243	1'900

3.2

BILAN

Actifs	31.12.2021 (CHF)	31.12.2020 (CHF)
Liquidités	297'114	156'437
Créances résultant de livraisons et de prestations de services	87'188	110'435
Autres créances courantes	0	27'024
Comptes de régularisation actifs	43'841	10'385
Total	428'143	304'280
Passifs	31.12.2021 (CHF)	31.12.2020 (CHF)
Dettes résultant de prestations	45'963	11'894
Autres passifs courants	34'595	34'595
Passifs de régulation	112'705	63'987
Provisions développement de l'organisation	120'000	87'167
Capitaux étrangers	313'263	197'643
Capital propre au 1.1.	106'637	104'737
Bénéfice de l'exercice	8'243	1'900
Capital propre au 31.12	114'880	106'637
Total	428'143	304'280

3.3

RAPPORT DE RÉVISION



Public Health Schweiz
Dufourstrasse 30
3005 Bern

Toffen, 6. Mai 2022/pd

Bericht des Rechnungsrevisors über die Vereinsrechnung an die ordentliche Mitgliederversammlung des Vereins Public Health Schweiz

Als Rechnungsrevisor habe ich die Buchführung und die Vereinsrechnung, bestehend aus Bilanz und Erfolgsrechnung des Vereins Public Health Schweiz, für das am 31. Dezember 2021 abgeschlossene Vereinsjahr geprüft.

Für die Vereinsrechnung ist der Vorstand verantwortlich, während meine Aufgabe darin besteht, diese zu prüfen und zu beurteilen.

Aufgrund meiner stichprobeweisen vorgenommenen Prüfungen bestätige ich, dass

- Die Bestandessaldi der Bilanz nachgewiesen sind,
- Die Belege mit der Buchhaltung übereinstimmen,
- Die Buchhaltung ordnungsgemäss und sauber geführt ist.

Gemäss meiner Beurteilung entsprechen die Buchführung und die Vereinsrechnung dem schweizerischen Gesetz und den Statuten.

Ich empfehle, die vorliegende Vereinsrechnung mit einem Gewinn von CHF 8'243 und einer Bilanzsumme von CHF 428'143 zu genehmigen.

Der Rechnungsrevisor

Perrine Divino

Santé publique Suisse

Dufourstrasse 30

CH-3005 Berne

Tél. +41 31 350 16 00

info@public-health.ch

www.public-health.ch